

UE

Europe: la méthode allemande

Par Blandine Milcent, publié le mardi 2 janvier 2007, mis à jour à 09:10 - mis à jour le 25/10/2007

Berlin va prendre, pour six mois, la présidence de l'Union. Avec un objectif en deux temps: redonner une dynamique au projet européen, puis relancer le débat sur les institutions

Dans la nuit du 30 avril au 1er mai 2004, l'élargissement de l'Union européenne à dix nouveaux pays avait été saluée par de nombreux feux d'artifice. Rien de tel n'est prévu pour accueillir la Roumanie et la Bulgarie, qui deviendront membres à part entière du "club" à la Saint-Sylvestre. Ce protocole minimaliste est au diapason d'une Europe en panne: quand l'Allemagne prendra, le 1er janvier prochain, pour six mois, la présidence de l'UE, ce sera dans la plus grande discrétion. A Berlin, d'ailleurs, les spécialistes du dossier évoquent des objectifs très modestes et répètent à l'envi qu'il "n'y aura pas de miracle", ou encore qu'on "ne pourra pas tout faire en six mois" ...

Les 50 ans du traité de Rome

Le texte fondateur de la Communauté puis de l'Union européenne aura un demi-siècle le 25 mars 2007. Plusieurs moments forts sont prévus pour célébrer cet anniversaire.

- Adoption d'une déclaration solennelle sur l'avenir et les valeurs de l'Europe par les chefs d'Etat et de gouvernement le 28 mars à Berlin.
- Sommet de la jeunesse européenne à Rome, le même jour.
- Exposition d'œuvres d'art dans la capitale italienne; la France devrait prêter *Le Penseur*, de Rodin.
- Mise en circulation d'une pièce de 2 euros dont les deux faces seront européennes.
- La Journée de l'Europe, le 9 mai, au Parlement européen, aura lieu en présence de témoins de la signature du traité.
- Chaque pays prévoit par ailleurs ses propres manifestations. L'Allemagne en annonce au total 400, dont des "dîners de quartier".

"L'Europe ne se fera qu'ensemble", soulignait la chancelière Angela Merkel au Bundestag - le Parlement allemand - le 14 décembre, dans son discours de politique générale. En d'autres termes: adoptons un profil bas, afin de ne pas courir le risque d'une déception. Dans un premier temps, alors, l'Allemagne tentera d'engranger quelques succès de nature à démontrer que la machine européenne tourne toujours. Plus tard, Berlin compte bien terminer sa présidence de l'Union sur une note d'espoir, en faisant adopter une série de propositions concrètes destinées à relancer le processus constitutionnel.

En guise de hors-d'œuvre, Angela Merkel jouera sans doute l'une de ses premières cartes maîtresses sur le délicat dossier de l'énergie. Elle devra en effet soumettre aux pays membres, lors du sommet des 8 et 9 mars prochain, un plan d'action européen définissant les grandes lignes d'une future politique énergétique commune. Elle cherchera également à obtenir un accord sur la suite à donner au protocole de Kyoto relatif aux changements climatiques, qui arrive à expiration en 2012. C'est un sujet qu'elle connaît bien pour l'avoir négocié comme ministre de l'Environnement de Helmut Kohl. Des résultats tangibles, dans ces deux dossiers, lui permettraient de créer une dynamique à l'approche du 50e anniversaire du traité de Rome. Celui-ci sera célébré dans la capitale allemande - un événement symbolique, en soi, des succès politiques de l'Union.

Elaborer une "liste des possibles"

A cette occasion, le 25 mars, les chefs d'Etat et de gouvernement devraient adopter une «déclaration

de Berlin», afin de relancer le projet européen. Les Allemands plaident pour un texte court, compréhensible par tous, qui rappelle les succès du passé, puis précise les défis à venir et souligne la nécessité de les relever ensemble. "Il faut montrer aux citoyens qu'aucun pays ne peut répondre seul aux menaces que constituent le terrorisme international ou la mondialisation, explique Günter Gloser, ministre adjoint chargé des Affaires européennes. Nous sommes condamnés à avancer ensemble."

L'équipe Merkel

Frank-Walter Steinmeier (SPD), 50 ans, ministre des Affaires étrangères, était secrétaire d'Etat à la Chancellerie dans le gouvernement Schröder, de 1999 à 2005.

Günter Gloser (SPD), 56 ans, ministre adjoint chargé des Affaires européennes, secrétaire général de la coopération franco-allemande.

Joachim Wuermeling (CSU), 46 ans, secrétaire d'Etat, coordinateur de la politique européenne au ministère de l'Economie.

Peter Altmaier (CDU), 48 ans, secrétaire d'Etat au ministère de l'Intérieur, ancien membre de la Convention européenne.

Les deux «sherpas» de la chancellerie

Uwe Corsepius (CDU), 46 ans, dirige le département Europe de la chancellerie. Il a commencé sa carrière sous Helmut Kohl.

Reinhard Silberberg (SPD), 53 ans, secrétaire d'Etat au ministère des Affaires étrangères. Ancien conseiller «Europe» de Gerhard Schröder, il compte près de 80 sommets à son actif.

Pour Martin Koopmann, expert des questions européennes à la Société allemande de politique étrangère (DGAP), la "déclaration de Berlin" pourrait même avoir un effet révélateur: "Si les 27 Etats membres parviennent à définir clairement leurs valeurs de référence et leurs intérêts communs, ils franchiront un pas psychologique important sur la voie d'une confiance retrouvée en ce que nous sommes", souligne-t-il. Tous sont d'accord sur un point: une déclaration ambitieuse faciliterait la relance du processus constitutionnel.

Ce sera là le "plat de résistance" de la présidence allemande: définir une méthode qui permettrait de sortir de l'impasse née des rejets français et néerlandais du projet de Constitution européenne. Dans un premier temps, Berlin veut consulter tous azimuts et organiser une série de rencontres bilatérales afin de recenser les priorités et les lignes jaunes de chacun des pays membres. Que peut-on garder ou retirer du traité? Faut-il ajouter un nouveau texte, ou modifier le précédent? ...

Un mini-traité? "Il faudrait s'entendre sur la longueur du mini!"

Les Allemands ne cachent pas qu'ils préféreraient, quant à eux, maintenir "le plus de substance possible" du texte actuel - ce qui correspond au vœu des 16 pays l'ayant déjà ratifié. C'est donc avec un scepticisme poli qu'ils accueillent, pour l'heure, la proposition de Nicolas Sarkozy sur un "mini-traité". "Comme pour la jupe du même nom, il faudrait s'entendre sur la longueur du "mini", commente, amusé, Günter Gloser. Mais il est clair qu'on ne peut se restreindre à quelques éléments!" En attendant, la très francophile Angelica Schwall-Düren, députée sociale-démocrate et spécialiste des questions européennes, appelle les candidats français à "ne pas fermer trop de portes durant leur campagne", ce qui ne pourrait qu'augmenter les difficultés de la présidence allemande à élaborer une "liste des possibles". Une fois le document établi, Berlin présentera, au mois de juin, une feuille de route, assortie d'un échéancier - une conférence intergouvernementale se tiendra sans doute au second semestre 2007, sous présidence portugaise. L'objectif est de parvenir à une solution avant le 31 décembre 2008, sous la présidence française, et avant les élections européennes de l'année suivante.

Un échec, averti la chancellerie, serait une "erreur historique". Les diplomates allemands, eux, se veulent optimistes. "Lorsque la France prendra la présidence, ironisait récemment l'un d'eux, nous n'aurons plus qu'à mettre les pieds sous la table!"